

AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE

Identification de l'organisme qui passe le marché	Communauté de communes de Petite Camargue
Objet du marché	Le marché n°2022-S240100 a fait l'objet d'une consultation déclarée sans suite pour motif d'intérêt général (Article R2185-1 du code de la commande publique), le motif est fondé sur le besoin de l'acheteur, cette déclaration sans suite étant motivée par une réorganisation de ses services entraînant une modification de ses besoins. Ce marché est donc relancé. Marché de Location maintenance de copieurs multifonctions
Numéro du marché	Consultation n°: 2022-S210400
Procédure de passation	Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique
Lieu d'exécution	Aimargues, Aubord, Beauvoisin, Le Cailar, Vauvert
Durée du marché	La durée du marché est de 5 ans fermes.
Codes CPV	50313100-3 Services de réparation de photocopieurs 50313200-4 Services d'entretien de photocopieurs
Nombre et consistance des lots	Il n'est pas prévu de décomposition en lots.
Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles	Les variantes libres ne sont pas autorisées. Le soumissionnaire devra proposer dans son offre, une prestation supplémentaire PSE n°1 sous forme de variante imposée, qu'il se réserve le droit de commander ou non lors de la signature du contrat. Cette prestation est en rapport direct avec l'objet du marché et est définie dans CCTP. PSE n°1 concerne une solution logicielle de reporting déployement
Critères de jugement des offres	<ul style="list-style-type: none"> - 1-Prix des prestations 40% - 2-Valeur technique 50% - 3- Note environnementale 10%
Date limite de remise des offres	Lundi 16/05/2022 à 16h00
Justificatifs à produire	<p>Pièces de la candidature :</p> <p>Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner <p>Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles <p>Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liste des principales prestations effectuées au cours des

	<p>trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années <p>Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)</p> <p>Pièces de l'offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acte d'engagement (AE) et ses annexes - Le détail quantitatif estimatif (DQE) - Le bordereau des prix unitaires (BPU) - Le cadre du mémoire technique à compléter justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat - Le planning prévisionnel de déploiement;
Lieu où retirer le dossier de consultation et renseignements	Le dossier est uniquement téléchargeable sur le site : https://webmarche.adullact.org
Renseignements d'ordre administratif et /ou technique	Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs questions au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, et ce uniquement sur notre profil acheteur à l'adresse suivante : https://webmarche.adullact.org
Adresse où les offres doivent être remises	Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : https://webmarche.adullact.org
Délai de validité des offres	90 jours Les offres sont obligatoirement rédigées en langue française
Mode de transmission retenue	Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : https://webmarche.adullact.org
Date d'envoi du présent avis à la publication	Jeu di 21/04/2022
Instance chargée des procédures de recours Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NIMES 16 avenue Feuchères 30941 NÎMES cedex 09 FRANCE <ul style="list-style-type: none"> • e-mail : greffe.ta-nimes@juradm.fr • Tél. : 04.66.27.37.00 • Fax : 04.66.36.27.86 • URL : http://www.ta-nimes.juradm.fr